

Le Consensus de Copenhague, Une autre vision du développement durable selon Bjorn Lomborg

Ce titre ne reflète certainement pas les politiques en cours car rien n'indique qu'il y ait un consensus ! Bien au contraire cette initiative brise la pensée dominante et politiquement correcte à savoir que le monde va de plus en plus mal notamment au regard de la pauvreté et de l'environnement.

A ce jour en effet le discours dominant est celui du catastrophisme et les prophètes de malheur se sont succédés, réactivant les prédictions du Révérend Père Malthus en 1798, substituant l'environnement à la pénurie alimentaire.

Avec « Halte à la croissance » (Club de Rome 1972), « Global 2000 » du président Carter, le rapport Brutland, les vaticinations de René Dumont, Paul Ehrlich, Lester Brown, Teddy Goldsmith... une véritable industrie du catastrophisme environnemental s'est mise en marche soutenue par des financements nationaux et internationaux, publics mais aussi privés, d'autant plus importants que cela permet de masquer l'immobilisme sinon les effets pervers de l'action des pouvoirs publics (par exemple les subventions agricoles) et les intérêts particuliers des grandes firmes internationales.

Le tableau ci dessous ne présente que les effets pervers de quelques politiques publiques qui en toute justice ont, bien entendu, des effets bénéfiques...au moins à court terme pour une échéance électorale. Pour autant ces derniers sont toujours mis en évidence tandis que les premiers sont généralement passé sous silence.^[1] L'analyse coût/bénéfice des politiques publiques et des réglementations afférentes risque de faire apparaître un bilan négatif.^[2]

Politiques publiques	Risques d'effets pervers
<u>Politiques agricoles</u> <ul style="list-style-type: none"> - subventions aux productions - quotas de production - statut du fermage 	<ul style="list-style-type: none"> - surproduction et intensification - pollution air, eau et sols - irresponsabilité environnementale - appauvrissement des PVD - réduction de la biodiversité
<u>Politiques de la pêche</u> <ul style="list-style-type: none"> - refus de la patrimonialisation des ressources et quotas transférables - Subventions pour la modernisation et la productivité - Réglementation par quotas administratifs et limitation des temps de campagne de pêche 	<ul style="list-style-type: none"> - « Tragedy of the Commons » en grandeur réelle - épuisement rapide des ressources - gaspillage - destruction des fonds marins - dangerosité accrue pour les pêcheurs - inefficacité du contrôle
<u>Politiques de l'eau</u> <ul style="list-style-type: none"> - non appropriation de la ressource - sous tarification par prix politiques - exemption de redevance de pollution pour les agriculteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - surconsommation et gaspillage - pollution - surdimensionnement des stations d'épuration et de traitement - accaparement de la ressource par groupes de pression
<u>Politiques des déchets</u> <ul style="list-style-type: none"> - monopole ou oligopole publics de fait - tarification par taxe et non redevance - obstacles au libre marché - absence de compensation pour les nuisances 	<ul style="list-style-type: none"> - surinvestissement pour l'incinération - croissance de la production de déchets - difficulté de localisation des installations - inégalité et injustice pour les citoyens

Politiques foncières et urbanisme

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none">- réglementation de l'occupation du sol- réglementation des baux de location- logement social- multiplication des normes- principe de non indemnisation des réglementations | <ul style="list-style-type: none">- pénurie de terrain- spéculation et corruption- ségrégation sociale de fait- réduction de l'offre de logement- médiocrité architecturale |
|---|---|

Pour autant à partir des années 80 une autre vision s'est faite jour s'inspirant du libéralisme classique et s'appuyant à la fois sur une observation des faits et proposant autre chose qu'une augmentation exponentielle des budgets et du nombre de fonctionnaires, à savoir le retour au principe de la responsabilité juridique et au droit et non plus à la seule réglementation et par la réévaluation du libre marché qui présuppose la claire définition des droits de propriété et dont les prix signalent la rareté des ressources.

De quoi s'agit-il ?

C'est Lomborg qui en mars 2000 lance le projet à Londres ^[3]: « *Le monde est confronté à nombre de graves problèmes tels la pollution, la faim et la maladie. Quelles sont les priorités pour s'y attaquer ? Quelque 800 millions de personnes sont sous-alimentés, 2,5 milliards ne disposent pas de système d'assainissement et des milliards d'humains sont affectés par le changement climatique. Nous voulons tous que soient disponibles les ressources financières afin de résoudre tous ces problèmes mais les moyens sont limités. Dans ces conditions les responsables politiques doivent faire des choix ; or décider chaque jour des priorités n'est que rarement effectué sur la meilleure base. Le Consensus de Copenhague fournira un cadre permettant de mieux définir ses priorités* ».

Pour mettre en œuvre cette ambition Lomborg décide de réunir des personnalités reconnues (plusieurs prix Nobel par exemple) et de leur demander de se prononcer sur une série de questions choisies par le panel scientifique « *sur la base des objectifs identifiés dans des contextes divers par les Nations unies et autres organisations internationales* ».

La réussite d'une telle entreprise repose bien entendu sur de solides soutiens médiatiques et financiers. En première ligne on trouve The Economist, hebdomadaire prestigieux fondé en 1843 précisément pour introduire la rationalité économique ^[4] dans les politiques publiques et soutenir l'époque le traité Cobden-Chevalier sur le libre-échange entre la France et la Grande-Bretagne. Le ministère de l'environnement danois a apporté son soutien financier ainsi que quelques fondations danoises (Tuborg, Carlsberg.....).

Le panel de neuf experts ainsi que les responsables des rapports thématiques appartiennent plus ou moins à la mouvance conservatrice. On notera l'absence de représentants français (ceci expliquant cela ?).

Les origines intellectuelles

L'entreprise de Lomborg ne peut s'expliquer que le par le succès mondial de son ouvrage « *L'environnementaliste sceptique* » publié en 1998 en danois, en 2001 en anglais (Cambridge University Press)^[5] et tout récemment en France et aux éditions du Cherche Midi^[6] avec une préface de Claude Allegre^[7].

Quelles sont les principales conclusions de ce volumineux ouvrage de 520 pages ?

- les ressources naturelles^[8] ne sont pas en train de disparaître, la principale limite à leur disponibilité est le coût associé à leur découverte et leur extraction. De toute façon les réserves connues de pétrole et de gaz ainsi que celles des principaux métaux industriels sont plus importantes aujourd'hui qu'elles ne l'étaient lorsque le Club de Rome faisait ses prédictions alarmistes dans « Halte à la croissance ».

- l'explosion de population n'a jamais eu lieu et n'aura pas lieu. La production agricole par personne s'est accrue de 52 % dans les pays en voie de développement depuis 1961 et la proportions de ceux qui manquent de nourriture dans ces pays est passé de 45 % en 1949 à 18 % aujourd'hui. Le prix de nourriture n'a pas cessé depuis deux siècles de baisser en termes réels et la population humaine devrait de toute façon se stabiliser dans les prochaines décennies.
- le problème des espaces menacés et d'une réduction de la biodiversité a été grandement exagéré, tout comme celui de la disparition des forêts. En fait si certaines forêts tropicales continuent d'être décimées, la reforestation augmente ailleurs et la surface consacrée aux forêts dans le monde s'est accrue depuis un demi siècle .
- Enfin la pollution est, elle aussi, un phénomène qui diminue constamment, en particulier dans les pays riches. La qualité de l'air, de l'eau et de l'environnement en général est plus grande que jamais dans les grandes villes. La pollution importante est un phénomène typique des périodes de début de croissance industrielle, alors que les populations sont prêtes à accepter un certain niveau de pollution en échange d'un enrichissement rapide. Plus un pays est riche plus ses citoyens voudront consacrer des ressources importantes à la qualité de l'environnement. Qui plus est, les innovations technologiques font en sorte que les méthodes de production sont de moins en moins polluantes, et que les choses ne peuvent aller qu'en s'améliorant.

Ces thèses ne sont pas vraiment nouvelles et Lomborg fait justement référence à l'ouvrage fondamental de Julian Simon « Man, the ultimate resource » (1981)^[9] qui, à contre-courant de l'idéologie dominante avançait déjà que les obstacles au développement durable n'étaient ni physiques ni environnementaux mais institutionnels.

Son célèbre pari avec Paul Ehrlich, écologiste et biologiste catastrophiste, mérite d'être mentionné : en 1982 Simon et Ehrlich décident de parier sur leur prédictions respectives à dix ans: Ehrlich prophétisait une pénurie dramatique de ressources à moyen terme alors que Simon avançait leur disponibilité infinie. Les termes du pari étaient simples : Simon proposa à Ehrlich de choisir une quantité de n'importe quels métaux pour une valeur de \$1000 en 1980 (en dollars constants). Si le prix de ces métaux dépassait \$1 000 Ehrlich gagnait et dans le cas contraire, Simon. Le perdant s'engageait à envoyer un chèque du montant de la différence ; en 1990 Ehrlich fut contraint d'envoyer un chèque de 576 \$ à Simon!

Décédé prématurément en 1998 l'essentiel du message de Simon est justement repris par Lomborg en exergue de son ouvrage « *Ceci est un résumé de ses prédictions à long terme : les conditions matérielles de la vie continueront de s'améliorer pour la majorité des hommes, dans la plupart des pays et cela indéfiniment. Dans un siècle ou deux tous les pays et l'essentiel de l'humanité auront atteint ou seront au-dessus du niveau de vie des nations occidentales. Mais je peux aussi prévoir que de nombreuses personnes continueront à penser et à dire que les conditions de vie se détériorent* »

On peut s'interroger sur les raisons du succès du livre de Lomborg alors, qu'au moins en Europe, celui de Simon n'a suscité ni intérêt ni controverses.

Lomborg est danois (et non nord-américain !), ancien militant de Greenpeace et se déclare « homme de gauche » n'ayant pas parti lié avec la droite américaine. Mais c'est l'écho donné par The Economist à l'ouvrage qui a puissamment aidé à sa diffusion à partir de sa traduction en anglais. Enfin on peut dire que, sauf en France et dans une moindre mesure en Allemagne, l'air du temps a changé et que le coût de l'échec des politiques environnementales de type de étatiste et réglementaires ^[10](command and control) a commencé à ébranler les certitudes.

Mais la thèse de Lomborg menace non seulement les certitudes mais aussi les innombrables organismes dont le fonds de commerce est précisément l'exploitation rationnelle du catastrophisme et plus spécialement le réchauffement climatique, nouveau thème mobilisateur. Aussi la violente contre attaque du clan eco-catastrophiste prend-elle parfois

un caractère comique lorsque par exemple un Lester Brown directeur inamovible du Earth Watch Institute accuse Lomborg « d'utiliser un raisonnement classique d'hommes de paille », lui qui, imperturbablement, tous les ans, nous annonce sans sourciller la catastrophe écologique pour la décennie suivante ; hélas trop jeune il survit à ses prophéties!

Les premières recommandations du Consensus de Copenhague

Il s'agit d'un travail de longue haleine puisque il aboutira lors d'une conférence programmée en 2008 et à laquelle Lomborg consacra l'essentiel de son énergie dans la mesure où il vient d'abandonner la direction de l'Institut danois pour l'évaluation de l'environnement et qu'il a rejoint les activités de recherche de l'université d'Aarhus au printemps de 2004.

Rappelons la méthode : un groupe d'économistes reconnus au niveau international était invité à examiner les dix ^[11]défis mondiaux à savoir :

- guerres civiles
- changement climatique
- maladie transmissible
- éducation
- stabilité financière
- gouvernance
- faim et malnutrition
- migration
- réforme du commerce
- eau et assainissement

La question posée aux participants était la suivante «*Quels sont les meilleurs moyens d'améliorer le bien-être global, et en particulier celui des pays en voie de développement, en prenant comme hypothèse qu'une somme supplémentaire de 50 milliards soit mise à la disposition des gouvernements* »

Des dix communications correspondant à chacun des défis et élaborées préalablement par des spécialistes reconnus dans chaque domaine, et soumises au panel d'économistes, ont émergé plus de 30 propositions. Durant une semaine les communications furent discutées, examinées et évaluées en présence de chacun de leur auteur principal et de deux évaluateurs critiques indépendants et les économistes se réunirent à leur session privée.

À la fin de la semaine de réflexion le groupe présentait ses conclusions sous forme d'un tableau de synthèse hiérarchisant ses priorités.

Evaluation	Priorité	Défi	Action possible
Très bon	1	Maladies transmissibles	Contrôle du sida
	2	Malnutrition	Fourniture de micro nutriments
	3	Subvention et commerce	Libéralisation des échanges
	4	Maladies transmissibles	Contrôle du paludisme

Bon	5	Malnutrition	Développement de nouvelles technologies agricoles
	6		
	7	Assainissement et eau	Petites technologies au service de la vie humaine
	8		
	9	Assainissement et eau	Gestion par la communauté locale de l'alimentation et de l'assainissement
		Assainissement et eau	Recherche en matière de productivité agricole par l'irrigation
		Gouvernance	Abaisser les coûts de création des micro-entreprises
Moyen	10	Migrations	Abaisser les obstacles à la migrations de travailleurs spécialisés
	11	Malnutrition	Améliorer l'alimentation infantile
	12		
	13	Malnutrition	Réduire le nombre de naissances d'enfants de poids insuffisant
		Maladies transmissibles	Améliorer les services de santé
Mauvais	14	Migration	Programmes de formation des travailleurs non Qualifiés
	15	Climat	Taxe « optimale » sur le carbone
	16	Climat	Protocole de Kyoto
	17	Climat	Taxe sur le carbone en fonction du risque

Bien entendu tous ces choix sont justifiés et explicités et la lecture des textes (publiés par The Economist) mettent notamment en évidence les difficultés de la hiérarchisation dont la pertinence au niveau de tel ou tel pays est contestable.

Cependant une des conclusions les plus remarquables est la qualifications de « mauvais choix » pour la lutte contre les modifications climatiques et notamment la mise en oeuvre du protocole de Kyoto.

Les experts s'inscrivent ainsi en faux contre l'opinion publique et les gouvernements, notamment européens, qui pensent qu'il s'agit là d'un problème prioritaire. Cette position rationnelle découlant d'analyse coût- bénéfice soulève bien sûr la colère de tous ceux pour qui, quel qu'en soit le prix, il convient de lutter contre un phénomène dont on ne connaît pas vraiment ni la cause ni les effets^[12].

Par ailleurs n'ont pas été retenus comme prioritaires l'éducation, la gouvernance, la stabilité financière ; les experts ont en effet considéré que la solution de ces problèmes était si coûteuse et si difficile qu'elle échappait à l'hypothèse du financement supplémentaire de \$ 50 milliards.

Conclusion

Le Consensus de Copenhague ne prétend pas définir les politiques publiques mais son mérite essentiel est de mettre en évidence leurs coûts respectifs au regard de leurs avantages attendus :

«*S'efforcer de calculer les coûts et les bénéfices a pour vertu d'obliger à afficher clairement les hypothèses. S'il s'avère que différents projets sont comparés sur la base de différentes hypothèses au sujet par exemple de la valeur d'une vie sauvée par le taux d'actualisation, bien entendu il faut en tenir compte* » (The Economist).

La hiérarchisation à partir de critères économiques ne saurait dicter les choix politiques mais elle permet au moins d'introduire une rationalité et d'éclairer les choix. La passion médiatique, les modes, les croyances, les groupes de pressions conduisent trop souvent à l'inefficacité sinon à l'aggravation des problèmes. En fin de compte le Consensus de Copenhague devrait apporter jusqu'en 2008 une nouvelle vision pour la solution des problèmes globaux et si les gouvernements des pays riches veulent des résultats pour les efforts qu'ils demandent leurs contribuables ils seraient bien inspirés de tenir compte de cette remarquable initiative.

Souhaitons que l'ouvrage de synthèse des travaux publiés prochainement par Cambridge University Press^[13] sera rapidement traduit en français afin que les spécialistes français puissent s'associer à ce programme (et plus certainement encore à sa critique) dont ils ont été totalement absents.

Lomborg, par ses deux ouvrages, aura réussi mettre en évidence une autre vision du développement durable où, à l'idéologie romantique, il substitue l'économie. Un tel renversement de perspective suscite de vives controverses tant il est vrai qu'aux yeux de nombreux intellectuels et/ou écologistes « *un économiste est une crapule à la vision déformée qui regarde les choses telles qu'elles sont et non comme elles devraient être* » (Ambroise Bierce)

Le cycle de la pensée ouvert par Rachel Carson avec « Le printemps silencieux » (1963) a bien su poser les problèmes mais n'a pas vraiment réussi à inventer les nouveaux outils pour les résoudre. On peut espérer que s'ouvre désormais un nouveau cycle où les solutions se substitueront aux incantations.

Max Falque, Délégué Général de l'International Center for Research on Environmental Issues (ICREI) °

[1] Bastiat avait bien analysé le phénomène (1863) « Dans la sphère économique, un acte, une habitude, une institution, une loi n'engendrent pas seulement un effet, mais une série d'effets. De ces effets, le premier seul est immédiat; il se manifeste simultanément avec sa cause, *on le voit*. Les autres ne se déroulent que successivement, *on ne les voit pas*; heureux si on les *prévoit*.

Entre un mauvais et un bon Économiste, voici toute la différence: l'un s'en tient à l'effet *visible*; l'autre tient compte et de l'effet qu'on voit et de ceux qu'il faut prévoir.

Mais cette différence est énorme, car il arrive presque toujours que, lorsque la conséquence immédiate est favorable, les conséquences ultérieures sont funestes, et *vice versa*. — D'où il suit que le mauvais Économiste poursuit un petit bien actuel qui sera suivi d'un grand mal à venir, tandis que le vrai économiste poursuit un grand bien à venir, au risque d'une petit mal actuel »

[2] Précisément la directive 2001/42/CE « Evaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement » (transposé par ordonnance du 3 juin 2004) a abandonné sous la pression des gouvernements l'évaluation des « politiques » pourtant prévues dans les rédactions initiales.

[3] Il semble bien que le terme « Copenhagen Consensus » fasse écho au « Washington Consensus » inventé par John Williamson en 1990 « établissant le plus petit commun dénominateur en matière de conseil de politique de la part des institutions internationales basées à Washington à destination des pays d'Amérique Latine » Progressivement ce terme est devenu la bête noire des altermondialistes comme synonyme de néolibéralisme...horresco referens !

[4] « Participer à la dure confrontation entre la connaissance qui nous projette dans l'avenir et une ignorance inutile et timide qui est un obstacle au progrès »

[5] Cf le compte rendu de Céline Laisney « Un pavé dans la mare ? » Futuribles ??? ?

[6] La publication en été retardé sous la pression de certains écolo-scientifiques !

[7] « L'ouvrage de Bjorn Lomborg, statisticien danois est déjà un best-seller mondial que je préface avec plaisir bien que je ne partage pas toutes les conclusions de l'auteur. Il donne des statistiques documentées sur un grand nombre de problèmes de la planète suivie de commentaires souvent pertinents. Lomborg a le mérite de ne donner aucune opinion sans argument ce qui dans ces débats est assez nouveau » (Claude Allègre L'Express 05/07/04)

^[8] « The Economist commodity-price Index » publié pour la première fois en 1845 base 100 est en 2004 à 20 en dollar constant. Autrement dit le prix des matières premières a été divisé par 5 alors que la population était multiplié par 4. Voilà bien un développement durable avant la lettre !

^[9] Publié par Les Belles Lettres en 1985 « L'homme, notre dernière chance»

^[10] « Bruxelles critique les carences de la France en matière d'environnement...Paris est toujours le mauvais élève de l'Europe » Le Monde, 22-23 août 2004

^[11] L'analogie avec le « Washington Consensus » est évidente : il avait retenu dix politiques : discipline budgétaire, réorientation des budgets en fonction de l'efficacité économique, réforme fiscale, taux d'intérêt libre, taux de change compétitifs, libéralisation du commerce ; privatisation,, désarmement douanier, affirmation des droits de propriété.

^[12] Cf. par exemple « Kyoto, le Canada en voie de se faire hara-kiri » J. L. Migué, Le Québécois libre du 10/12/02

^[13] « Global crisis, global solutions » sous la direction de B. Lomborg, 700 p. Signalons dans la même veine la publication de « The fortune at the bottom of the pyramid : eradicating poverty through profit » par C. K. Prahalad, Wharton School Publishing (cf. critique dans The Economist du 21/08/04)